

Survol des négociations de l'OMC sur l'agriculture

La déclaration conjointe des États-Unis et du Japon laisse entendre que des flexibilités sont possibles dans les négociations du Partenariat transpacifique

Après la visite du premier ministre du Japon, M. Shinzo Abe, à Washington, la Maison-Blanche a diffusé, le 22 février, un communiqué conjoint des États-Unis et du Japon dans lequel les deux pays admettent la possibilité de mettre quelques tarifs des produits sensibles à l'abri des négociations du PTP. Ces pourparlers ont longtemps été décrits comme « une entente globale de haut niveau », qui s'attaquera à tous les tarifs, sans exception. Cependant, la déclaration conjointe diffusée vendredi minimise l'idée que tous les biens feront l'objet de négociations.

« [TRADUCTION] Reconnaissant que nos deux pays ont des sensibilités commerciales bilatérales, notamment certains produits agricoles pour le Japon et certains produits fabriqués pour les États-Unis, et comme le résultat final sera déterminé au cours de négociations, nos deux gouvernements confirment qu'il n'est pas nécessaire de s'engager au préalable d'éliminer unilatéralement tous les tarifs après s'être joint aux négociations du PTP », peut-on lire dans la déclaration.

Le Japon n'a pas encore présenté une demande officielle de se joindre au PTP. Cette question crée toujours de fortes dissensions à Tokyo. L'American Automotive Policy Council (AAPC) n'a pas caché son souhait que le Japon reste à l'écart des négociations du PTP jusqu'à ce qu'un accord soit conclu, citant la manipulation des devises du pays et les barrières non tarifaires (BNT) comme méthodes qu'il emploie pour bloquer les importations de voitures au Japon.

Le 22 février, le gouvernement Obama a déclaré qu'il poursuivrait les consultations avec le Japon à l'égard de son éventuelle adhésion au PTP et a répondu aux préoccupations que nourrissent les États-Unis à l'égard des secteurs de l'automobile et de l'assurance du Japon, ainsi que d'autres mesures non tarifaires.

Les pays du PTP sont prêts à se réunir à Singapour du 3 au 14 mars pour leur 16^e cycle de négociations.

Évaluer les contours de l'ensemble des « résultats escomptés de Bali »

En prévision de la réunion du Conseil général du 25 février, le directeur général de l'OMC, M. Pascal Lamy, a convoqué une réunion du Comité des négociations commerciales pour la matinée du 22 février, ainsi qu'un Salon vert avec les principaux ambassadeurs auprès de l'OMC la veille au soir, afin de discuter de l'ensemble des enjeux au sujet desquels il faudrait prendre une décision lors de la 9^e Conférence ministérielle de l'OMC (CM9) qui se tiendra à Bali, les « résultats escomptés de Bali » comme on les appelle, ainsi que pour tenir une séance de réflexion sur la carte routière de l'après-Bali.

Selon M. Lamy, les membres travaillent à présent selon deux hypothèses : premièrement, il y aura un accord à Bali, c.-à-d. que la CM9 produira des « résultats concrets » qui, quant à eux, contribueront à renforcer le système commercial multilatéral et, en deuxième lieu, toute discussion du processus d'après-Bali n'entravera pas le travail qui doit être fait pour parvenir à un accord à Bali.

S'agissant des résultats escomptés de Bali, on cible essentiellement trois secteurs : 1) la facilitation des échanges (FE), 2) l'agriculture et 3) une série d'enjeux en matière de développement/pour les PMA (pays les moins développés) qui, selon un fonctionnaire, ne devraient probablement pas être trop problématiques, sauf pour ce qui est de la demande du Népal d'avoir un accès en franchise de droits et sans contingent pour au moins 97 % des exportations des PMA vers les marchés des pays riches, et de l'enjeu du coton, secteur dans lequel les réductions des subventions devraient être réglées de façon expéditive, spécifique et ambitieuse, comme il est stipulé dans la Déclaration de Hong Kong de 2005.

Dans le secteur de l'agriculture, le président du groupe de négociation, l'ambassadeur de Nouvelle-Zélande auprès de l'OMC, M. John Adank, a programmé une série de réunions techniques pour s'attaquer aux diverses propositions qui se trouvent actuellement sur la table, processus à propos duquel M. Lamy a déclaré qu'il pourrait progressivement s'intensifier et enclencher le « mode de négociation véritable ».

Jusqu'à présent, le groupe des négociations sur l'agriculture a concentré ses travaux sur la proposition du G-20 concernant l'administration des CT, à propos desquels les fonctionnaires ont déclaré qu'ils avançaient raisonnablement bien. L'ambassadeur des États-Unis, M. Michael Punke, a décrit la proposition comme étant « [TRADUCTION] calibrée de façon à remporter du succès pendant le laps de temps limité ». Il s'agit d'une proposition pour laquelle le travail technique a été en grande partie achevé, ne laissant que quelques décisions politiques à régler.

Cependant, ce n'a pas été la même histoire pour la proposition du G-33 sur la détention de stocks publics à des fins de sécurité alimentaire. Selon certains délégués, la proposition est loin de recueillir le consensus. Par conséquent, afin de mieux comprendre la question, l'ambassadeur Adank a proposé la semaine dernière un processus en deux étapes composé de consultations techniques jusqu'au début mars, qui pourraient à leur tour aboutir à une « discussion plus efficace ».

Un autre secteur des négociations sur l'agriculture, qui est également ciblé pour la CM9, est la concurrence à l'exportation. Le Secrétariat de l'OMC compile à l'heure actuelle de l'information sur les crédits à l'exportation, les garanties de crédit à l'exportation et les programmes d'assurance, ainsi que sur les entreprises commerciales d'État, afin que l'on engage une discussion plus approfondie sur le sujet. Le G-20 travaille à l'heure actuelle sur une proposition portant sur la concurrence à l'exportation qu'il prévoit déposer bientôt.

Le bilan avant Pâques et un ensemble presque complet en août

On a proposé que les membres essaient de brosser pour juste après Pâques, c.-à-d. au moment de la prochaine réunion informelle du CNC, qui doit se tenir le 11 avril, une sorte de tableau qui indique nettement le point auquel ils sont arrivés.

L'objectif consiste à essayer de parvenir à un quelconque accord avant que l'organisation ajourne pour l'été. Les membres peuvent avoir du travail supplémentaire à faire entre ce moment et la conférence de Bali, mais ils ont le sentiment très fort qu'ils devraient faire tout ce qu'ils peuvent avant le congé d'août.

Les membres semblent généralement encouragés par l'accélération du travail que l'on constate actuellement, mais ils sont restés quelque peu préoccupés par les écarts qui persistent. Il faut abattre une quantité de travail technique dans bon nombre de ces secteurs au cours des prochaines semaines, particulièrement pour ce qui est de la FE, ont-ils dit, ce qui pourrait être compliqué et prendre du temps.

M. Lamy a dit que le fait de se concentrer sur les secteurs susmentionnés ne signifiait pas que le travail sur d'autres sujets du Programme de Doha pour le développement sera mis en veilleuse jusqu'après la CM9. On considère généralement que si l'on s'entend sur une liste choisie d'enjeux ayant trait à la FE, à l'agriculture et au développement, on imprimera un élan suffisant pour s'attaquer au reste de l'ensemble du PDD et, par la même occasion, accroître la crédibilité de l'organisation.

Prochains événements

- Conseil général, 25-26 février, 1^{er}-2 mai, 24-25 juillet, 8-9 octobre, 5-6 novembre 2013
- XVI^e série du PTP, 3-14 mars 2013, Singapour
- Session ordinaire du Comité de l'agriculture, 26 mars, 4 septembre, 12 novembre 2013
- Réunion informelle du CNC (bilan de Bali), 11 avril 2013
- Réunion des ministres de l'APEC responsables du commerce, 20-21 avril 2013
- Forum annuel de l'OCDE, 27-31 mai 2013 (Paris)
- Délai pour les résultats escomptés de Bali, août 2013
- Sommet des dirigeants de l'APEC, 1^{er}-8 octobre 2013
- Conférence ministérielle (CM9) de l'OMC, 3-6 décembre 2013, Bali

Genève en bref est publié par les Producteurs laitiers du Canada, les Producteurs de poulet du Canada, les Producteurs d'œufs du Canada, les Éleveurs de dindon du Canada et les Producteurs d'œufs d'incubation du Canada. On y fait état des divers événements qui se déroulent à Genève, particulièrement dans le cadre des négociations de l'OMC sur l'agriculture.

Pour obtenir de plus amples renseignements ou formuler des observations, veuillez visiter :

www.producteurslaitiers.ca, www.poulet.ca, www.lesoeufs.ca, www.leseleveursdedindonducanada.ca, www.cbhema.com.

Dépôt légal : Bibliothèque nationale du Canada, ISSN 1496-9254

